

*Questions orales***L'ÉNERGIE**

LES TRANSPORTEURS ÉTRANGERS QUI FONT LE PLEIN AU CANADA—LES MOYENS D'EMPÊCHER CET ÉTAT DE CHOSES—L'INCIDENCE SUR LE TOURISME

M. Girve Fretz (Érié): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Comme le ministre le sait, le bas prix du carburant d'avion au Canada incite de nombreux transporteurs aériens étrangers à faire le plein au Canada. Si je comprends bien, le gouvernement avise aux moyens de mettre fin à ces largesses.

Le ministre peut-il assurer à la Chambre que si le gouvernement réussit à empêcher les transporteurs étrangers de faire le plein au Canada, notre industrie du tourisme n'en souffrira pas, étant donné notre déficit considérable au compte du tourisme international?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, l'honorable député est sûrement au courant du fait que, dans les régions où le pétrole fourni aux consommateurs et particulièrement aux compagnies d'aviation est du pétrole importé, nous chargeons le prix que nous payons pour ce pétrole pour le vendre aux compagnies d'aviation. Cependant, dans le reste du pays, où nous nous approvisionnons à même le pétrole domestique, il est vrai que ce pétrole est vendu à un prix qui comporte un élément de subvention. Le gouvernement est en train d'examiner toute cette question, et j'espère être en mesure avant longtemps d'annoncer une décision, savoir si certaines mesures précises devraient être prises à ce sujet. En ce qui concerne la question de l'honorable député—précisément en rapport avec le tourisme—j'aimerais porter à son attention que subventionner le prix du pétrole dont se servent les avions qui volent vers l'étranger aurait plutôt pour effet de subventionner le tourisme vers l'étranger. Alors toute mesure qui aurait pour effet d'augmenter le prix de ce pétrole aurait tendance plutôt à empêcher ou diminuer le tourisme vers l'étranger et à améliorer le tourisme canadien.

[Traduction]

M. Fretz: Madame le Président, en l'absence du ministre d'État chargé des petites entreprises, j'aimerais adresser ma question supplémentaire au même ministre. Peut-il nous assurer qu'il encouragera le ministre d'État chargé des petites entreprises à s'entretenir avec les représentants de l'industrie du tourisme, afin de coordonner les mesures que pourrait prendre le gouvernement pour trouver une solution à ce problème?

M. Lalonde: Madame le Président, je peux assurer au député que le gouvernement consulte actuellement les ministères intéressés, notamment celui de l'Industrie et du Commerce,

et avec des représentants de l'industrie du tourisme. Des consultations ont lieu avec les gouvernements provinciaux au sujet des subventions pour l'essence d'automobiles mais pas pour le carburant d'avion. Toutefois, je peux assurer le député que le gouvernement fédéral étudie à fond la question qu'il a soulevée.

* * *

L'AGRICULTURE

LE RAPPORT SUR LE LABORATOIRE DE VIROLOGIE DE HULL—LES CRITIQUES AU SUJET DES INSTALLATIONS

L'hon. Elmer M. MacKay (Central Nova): Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture. Il connaît sûrement l'avis des Travaux publics sur le laboratoire de virologie de Hull qui relève de son ministère. Il s'agit d'un rapport établi par J. Douglas Wilson and Associates où il est dit que l'établissement est archaïque, inefficace et dangereux, et qu'il constitue une menace pour l'environnement.

J'aimerais savoir du ministre quels ordres il a donnés à son ministère pour remédier à la situation. Il sait que ce laboratoire importe des maladies de tous les points du globe afin de les étudier, pour l'éventualité où elles feraient leur apparition au Canada. Il me semble que la situation y est très dangereuse.

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Madame le Président, je suis au courant de ce dont le député parle. Je ne sais pas si les délais sont respectés, mais en tout cas un établissement tout neuf est en construction. Nous avons un établissement de quarantaine dans les environs d'Ottawa. Le député doit sûrement en connaître l'existence. Cet établissement fait beaucoup de travaux qui se faisaient d'habitude dans ces laboratoires. Nous avons également des plans fermes pour la construction de nouveaux laboratoires en Alberta, qui vont eux aussi faire une part de ces travaux. Il faudrait que je me renseigne pour savoir où en sont les choses avant de donner une réponse plus exacte à la question.

M. MacKay: Madame le Président, je comprends la réponse du ministre. A ma connaissance, il va falloir attendre cinq ans pour qu'un établissement de remplacement soit construit. Entre temps, je répéterai ce que dit le rapport: «Le risque de transmission de maladies à l'homme est dangereusement élevé.» Je pense qu'il y a un terrain pour enfants dans le voisinage immédiat du laboratoire. Le ministre veut-il me donner l'assurance qu'il va se renseigner sans délai pour voir s'il y a lieu d'agir immédiatement?

M. Whelan: Madame le Président, le député peut y compter. Au dernier rapport que j'ai lu, il y a quelques semaines, on disait qu'aucune maladie ne pouvait être transmise à quiconque dans le voisinage immédiat. A ma connaissance, les choses n'ont pas changé depuis, autrement, je m'en inquiérais autant sinon davantage que le député.